

Mlle MacDonald: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Serait-il possible au député d'Assiniboia (M. Goodale) de passer au XX^e siècle et d'admettre qu'il s'agit de députés?

Des voix: Bravo!

M. Goodale: Je m'excuse auprès du député qui vient de parler. Je n'ai nullement l'intention d'ignorer sa présence à la Chambre. En fait, comme je l'ai signalé en intervenant au début du débat, je pense que sa contribution au débat et son discours sur le bill à l'étude étaient nettement supérieurs à l'exposé médiocre qu'a fait son chef. Je pense qu'il faut l'en féliciter. Peut-être ai-je oublié qu'elle était ici ce soir car durant mon discours elle est restée assise, bien poliment et j'espère qu'elle était attentive même si les députés qui l'entouraient la dissimulaient presque.

● (2120)

De toute façon, monsieur l'Orateur, je voudrais conclure en signalant que la réaction des messieurs d'en face . . .

Une voix: Vous l'avez déjà dit.

M. Goodale: Je regrette, j'ai dit des «messieurs». La représentante a réagi fort différemment. La réaction des députés, à l'exception de celle de la représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald), illustre trop bien les choses qui contribuent si malheureusement et tragiquement à désunir notre pays. J'espérais que le député de Saskatoon-Biggar adopterait une autre attitude. Il a tenu quelques propos intéressants à la fin de son discours, mais je déplore qu'il nous ait donné un préambule à la fois négatif et cynique alors qu'il aurait pu dire quelque chose de plus utile à la Chambre.

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aurais quelques remarques à faire à propos du bill, mais d'abord je voudrais dire que depuis que je suis ici je n'avais jamais vu un député donner pendant vingt minutes, autant de signes d'insécurité qu'a manifesté le député d'Assiniboia (M. Goodale).

Je voudrais faire quelques remarques d'ordre général. D'autres ont parlé de questions précises, surtout la représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald). Ce bill constitue vraiment un fait accompli. Nous discutons d'une question contre laquelle nous ne pouvons à peu près rien sauf la critiquer et la commenter à la Chambre. Durant mon temps de parole, tout comme le député de Saskatoon-Biggar (M. Hnatyshyn), je voudrais parler du Canada, ce que nous voudrions réaliser au Canada, et le faire d'une façon aussi honnête et objective que possible.

Les problèmes de notre pays, ceux qui font l'objet des conversations, ont beaucoup d'importance pour nous tous. Je pense qu'il est temps que la Chambre des communes traite du problème fondamental: les rapports entre le Canada et le Québec.

Par exemple, monsieur l'Orateur, le Québec a déclaré qu'il allait boycotter la conférence fédérale-provinciale sur les communications qui doit avoir lieu ce mois-ci. Cette décision préoccupe la majorité des Canadiens. Un auteur et historien bien connu, M. Bruce Hutchinson, a dit que le Canada vivait les années les plus dangereuses et les plus décisives de son existence. Je partage cette opinion. Je crains que la séparation ne se produise à moins que nous soyons disposés à faire des concessions et des compromis.

Qu'est-ce que les Canadiens peuvent faire? Pas grand-chose individuellement, j'imagine, mais collectivement, nous pouvons

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

faire beaucoup. Je suis convaincu que le pays appartient encore au peuple et non aux hommes politiques. De fait, la réaction du reste du Canada dictera aux Québécois leur réponse à la question la plus importante de notre histoire. A titre de Canadiens, nous pouvons rester objectifs, raisonnables et prêts à explorer toutes les possibilités qui s'offrent à nous pour garder le Québec dans la Confédération. Par ailleurs, ce sera peut-être une bonne chose, car nous pourrions ainsi former un pays nouveau et encore meilleur que celui que nous avons maintenant.

A mon avis, malgré ce que le premier ministre (M. Trudeau), les éditorialistes et d'autres ont dit, et il s'agit de ma propre opinion, la question du Québec sera réglée dans la province même et non pas dans le reste du pays. Pour quiconque observe la situation de l'extérieur du Québec, ce qui est malheureux, c'est que toute l'attention est centrée sur le premier ministre du Québec à l'heure actuelle. Il a ses coudées franches pour appliquer ses théories personnelles. M. Lévesque avancera certainement des arguments très convaincants pour pousser le Québec à quitter la Confédération. A mon avis, le problème tient à ce qu'il n'y a pas maintenant de Québécois fédéraliste aussi populaire que M. Lévesque qui puisse s'opposer à ses arguments. A mon avis, les arguments des fédéralistes pour garder le Québec dans le Canada peuvent être aussi convaincants que les arguments du premier ministre provincial. A l'heure actuelle, il y a un vide au Québec, cependant, et personne n'avance les arguments fédéralistes. Les libéraux provinciaux sont à bout de ressources; ils n'ont plus de chef et, dans une certaine mesure, ils sont désorientés. L'autre parti important, l'Union nationale, a connu un certain regain de popularité, mais je ne pense pas que cette tendance continue parce qu'à mon avis, la base de soutien de ce parti est peut-être trop étroite, surtout chez les jeunes.

A titre de Canadiens, nous devons tous entamer le dialogue avec les Québécois et non pas avec le gouvernement élu du Québec. A mon avis, si nous voulons survivre comme nation, nous devons garder le Canada sous sa forme actuelle. Le Canada ne peut survivre que si nous conservons le principe de «un océan à l'autre» adopté par les Pères de la Confédération, il y a 110 ans. Il ne faut plus espérer que les problèmes se résoudre d'eux-mêmes. Cette attitude, c'est-à-dire l'idée que les problèmes s'en iront d'eux-mêmes si nous n'y faisons pas attention, existe dans diverses régions du Canada. Tous les habitants du Canada doivent décider très rapidement quelle position adopter dans l'affrontement entre le Québec et le Canada.

Le désir du Canada français de protéger sa propre culture et son propre mode de vie n'est pas tellement différent du désir de l'agriculteur des Prairies ou du pêcheur des Maritimes de protéger sa localité, et il n'est pas tellement différent du désir des autochtones du Canada de protéger leur territoire et leur culture. De puissantes forces centralisatrices de l'économie canadienne et les préjugés des Canadiens menacent tous ces groupes. Il faut que tous les Canadiens fassent preuve d'une plus grande compréhension si nous voulons préserver l'unité canadienne. Mais la compréhension seule ne suffira pas pour régler ce problème. Les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, doivent fermement résister à la concentration du pouvoir et des richesses dans le centre. Les Canadiens en